

EDITO MENSUEL

Dans les mains de Trump

Il y a 10 ans, la crise touchait de plein fouet l'économie mondiale. Le prix des actifs n'était alors guidé que par la liquidité. Une liquidité que les Banques Centrales ont ensuite déversé par tombereaux afin de redonner confiance aux marchés financiers. Désormais, les investisseurs doivent composer avec le tempérament du président américain, et ses coups de sang à répétition.

Malgré les affaires qui s'accumulent, Donald Trump joue son meilleur rôle : « Je décide, vous exécutez, Si vous n'êtes pas d'accord avec moi, vous êtes contre moi ». Du coup, les tweets du président des Etats-Unis sont devenus une arme de destruction massive... économique. Pire, les actes et propos parfois rugueux du président américain deviennent la variable d'ajustement qui fixe le prix des actifs au-delà de toute considération logique. Ainsi, il conseille à Apple d'implanter des usines aux Etats-Unis afin d'échapper aux barrières douanières, le titre subit des prises de profit. Les investisseurs craignant que la marque à la pomme soit la nouvelle cible de Washington.

N'oublions pas que D. Trump a un objectif clair : Remporter les élections de mi-mandat alors qu'en moins d'une semaine, un livre écrit par Bob Woodward et une tribune dans le *New York Times* l'ont fait passer au mieux pour un homme incontrôlable au pire pour un docteur Folamour capable de tout mais surtout du pire.

Si l'économie américaine connaît encore une croissance soutenue, D. Trump semble rêver d'un dollar toujours plus bas face aux autres devises. C'est un peu oublié que la devise américaine représente 50% des échanges mondiaux et 2/3 des réserves de change des banques centrales. Peu importe, la Chine reste dans la ligne de mire de D. Trump qui accuse Pékin de vouloir « laisser tomber comme une pierre » le yuan.

D.Trump n'a aucun tabou. Il n'a, d'ailleurs pas hésité, il y a quelques semaines, à s'en prendre directement au patron de la Réserve fédérale américaine ... qu'il avait lui-même désigné. Fort de son indépendance, Jerome Powell a rétorqué qu'il allait poursuivre graduellement la hausse des taux. Mais Donald Trump ne l'entend pas de cette oreille et se sent même trahi, indiquant ne pas être « emballé » par le chairman de la FED qui souhaite revenir à une politique plus conventionnelle. Mieux, le président des Etats-Unis a sollicité l'aide de Powell pour maintenir une croissance forte faisant fi de l'inflation qui dépasse désormais les 2%.

Normal, il s'en occupe aussi. Estimant que le pétrole pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, D. Trump cherche par tous les moyens à ne pas voir le prix du gallon s'envoler au-dessus des 3 dollars... au moins jusqu'aux élections de novembre. Le département américain de l'Energie envisagerait de mettre à disposition 11 millions de barils de pétrole issus des réserves stratégiques. Autre piste : demander directement à l'OPEP d'augmenter sa production. Si le leitmotiv de D. Trump est l'Amérique d'abord (America First), il n'oublie pas non plus de s'occuper de ses voisins et de ses concurrents.

La Turquie ne veut pas libérer un pasteur américain accusé d'espionnage et d'activité terroriste, D. Trump emploie la manière forte. D'un tweet, il double les taxes douanières sur l'acier et l'aluminium turcs menaçant également les échanges en USD. Il n'en fallait pas plus pour que la livre turque dégringole. Le marché action n'est pas en reste. Si le S&P 500 progresse de plus de 6% depuis le début de l'année (en USD), les marchés émergents boivent la tasse. La guerre commerciale entreprise par les Etats-Unis avec une hausse des barrières douanières donne des sueurs froides à l'ensemble des investisseurs.

Et ce ne sont pas les derniers chiffres du déficit commercial américain qui vont calmer les ardeurs américaines. Malgré ces menaces et la hausse des barrières douanières, le déficit commercial a fait un bond de 9,5% en juillet. Une première depuis mars 2015. Il faudra donc continuer à composer avec un D. Trump par moment insaisissable. Pas si facile pour les gérants dont les processus de gestion ne peuvent pas anticiper le caractère volcanique du président de la première puissance mondiale et son impact sur les marchés financiers.

Rédaction achevée le 12/09/2018

Pascal Chiarla - C&M Finances

QUESTIONS DU MOIS

L'Italie peut-elle être "bruxello-compatible" ?

C'est désormais l'heure de vérité pour le gouvernement italien. Comment conjuguer à la fois les promesses de campagne, une dette abyssale (132% du PIB) et les critères européens ? Un casse-tête qui inquiète les partenaires européens. Pour mémoire, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles ont été élus grâce à un programme particulièrement généreux en revenant sur la réforme des retraites, en promettant une réforme fiscale ambitieuse et la mise en place d'un revenu citoyen. Des dépenses qui pourraient atteindre près de 150 milliards EUR ! Dans un premier temps frondeur, la coalition s'est montrée un peu plus tempérée indiquant que le programme serait lissé tout au long de leur mandat. Il faut dire que l'agence de notation Fitch a abaissé sa perspective à négative. Il semble qu'il soit l'heure de rendre des comptes.

La Grèce est-elle tirée d'affaire ?

Après trois plans d'aides et 289 milliards d'euros versés, huit années de programme d'austérité qui ont mis à genoux une partie des forces vives du pays, la Grèce peut enfin marcher seule et faire de nouveau appel au marché pour se financer, au prix de 450 réformes qui ont essorées le pays. Marcher seule, c'est sans doute un peu vite dit. La Grèce est exsangue avec une dette publique qui atteint 178,5% du PIB et qui plombe toute relance budgétaire même si le Premier ministre Alexis Tsipras a proposé un plan de relance. Le chômage atteint plus de 20% de la population active contre 12,2%, plus important qu'en 2010. Et le pays reste dans le collimateur de ses créanciers qui ne lui pardonneront aucun faux pas. Néanmoins, quelques signaux sont aux verts. Signe d'un regain de confiance, l'investissement repart, les investissements étrangers sont de plus en plus nombreux. Enfin, près de 33 millions de visiteurs sont cette année attendus dans ce pays, qui reste le berceau d'une civilisation.

Que faire de la cagnotte ?

Si Edouard Philippe a annoncé un rebond du déficit public pour 2019, l'Allemagne, de son côté, affiche un nouvel excédent. Ainsi, pour le compte du premier semestre 2018, Berlin affiche un excédent de 48,1 Mds d'euros soit 2,9% du PIB ! L'excédent le plus important depuis la réunification. Il faut dire que la croissance allemande se porte plutôt bien (2,3%). Et surprise, ce ne sont pas les exportations allemandes qui tirent la croissance. Les importations ont davantage progressé que les exportations entre avril et juin mettant en exergue la hausse de la consommation allemande qui progresse pour le 18^e mois d'affilée. Par conséquent, il est fort à parier que cette nouvelle cagnotte permettra de baisser la dette du pays qui atteint « seulement » 66% du PIB contre près de 100% en France. Mais attention, dans la guerre commerciale qui oppose les Allemands et D. Trump, les exportations pourraient souffrir.

Ce document d'information ne peut être reproduit, communiqué, ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite de C&M Finances.

Ce document commercial ne saurait être interprété comme un engagement contractuel ou précontractuel de la part de C&M Finances ni comme une sollicitation à la souscription de l'OPCVM cité (des OPCVM cités).

Il est produit à titre purement indicatif et peut-être modifié à tout moment sans préavis.

Les informations (analyses) contenues dans ce document, notamment les informations chiffrées, sont issues en partie de sources externes considérées comme dignes de foi.

C&M Finances attire l'attention de l'investisseur sur le fait que les chiffres cités ont trait aux années écoulées et que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

C&M Finances ne garantit, par ailleurs et d'aucune manière, les performances courantes ou futures de l'OPCVM cité (des OPCVM cités) dans ce document.

Il est rappelé ici que tout investissement financier comporte des risques (les risques de marché, le risque de perte en capital, le risque de change notamment) pouvant se traduire par des pertes financières. Dès lors, C&M Finances recommande, préalablement à tout investissement, au destinataire du présent document de lire attentivement le DICI et le prospectus de l'OPCVM qui sont tenus disponibles gratuitement en langue française à son siège social ou sur son site internet (www.cm-finances.com) et de s'assurer qu'il dispose de l'expérience et des connaissances nécessaires lui permettant de fonder sa décision d'investissement, notamment au regard de ses conséquences juridiques et fiscales.

La valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition du portefeuille.

Ce document d'information n'a pas pour but de fournir et ne doit pas servir à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou des recommandations d'investissement. Source: C&M Finances